

Consultation publique relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs

Contribution ANTARGAZ
6 septembre 2013

Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Antargaz n'est absolument pas favorable à l'option 1 présentée lors de cette consultation. Premièrement cette option semble discriminatoire vis-à-vis des sites gazo-intensifs raccordés au réseau de distribution ou encore ceux raccordés au réseau de transport ne répondant pas au critère de faible modulation de leur consommation. De même, les gazo-intensifs raccordés au réseau TIGF seraient exclus du dispositif au vu de la complexité de gestion induite.

Par ailleurs, la gestion de l'acheminement et de la modulation incomberait aux GRT ce qui n'est pas leur vocation et ne manquerait pas de générer des coûts cachés.

L'option 1 est consommatrice de capacité nord-sud, la capacité dédiée ne serait pas optimisée par les GRT puisque le surplus quotidien ne serait pas commercialisable en intra J (UBI).

En outre, on peut également s'interroger sur le financement du manque à gagner par les GRT lié à cette capacité non commercialisée ; il serait extrêmement dommageable de faire supporter cette charge supplémentaire sur le tarif et donc l'ensemble des utilisateurs du réseau non bénéficiaires de cette capacité.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?

Au-delà des remarques déjà formulées au point 1, nous notons que cette option ne serait envisageable qu'après la prise de décision de fusion des places de marché Nord et Sud et donc au plus tôt, pour la phase de commercialisation du 1^{er} octobre 2014. Cela signifie donc que cohabiteraient 2 méthodes d'allocation de capacités différentes pour le produit semestriel de recalage au 1^{er} avril et les produits annuels suivants. Ceci ne contribue pas à simplifier le processus ! Enfin, on notera l'incertitude liée au calendrier de publication des décrets visant à définir les clients éligibles au statut gazo-intensif.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Comme nous avons pu l'exprimer lors des précédentes consultations, nous ne sommes pas favorables à la coexistence de 2 modes de commercialisation selon le type d'expéditeur avec l'octroi de capacité à des tarifs différents et souhaitons que l'ensemble de la capacité soit commercialisée selon le mode des enchères. Pour autant, il semble que cette option 2 soit plus facile à mettre en œuvre pour répondre aux exigences de la nouvelle réglementation (approvisionnement des consommateurs gazo-intensifs) qui - au demeurant - reste à clarifier. Si en effet, peuvent être qualifiés gazo-intensifs certains gros consommateurs raccordés au réseau de distribution, cette option demeurerait discriminante vis-à-vis de ces derniers puisque ne pouvant accéder aux capacités dédiées de la phase 1 (allocation garantie).

Nous exprimons par ailleurs des réserves quant aux modalités d'application d'une telle option (cf. point suivant).

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette seconde option ?

Nous notons que les 40 GWh de capacité affirmée se substituerait au 23 GWh antérieurement dédiés à la phase 1, ce qui a pour effet :

- de libérer 23 GWh de capacité ferme supplémentaire pour la phase 2, soit +22% par rapport à la proposition du 5 juin ;
- d'augmenter de 17GWh l'allocation garantie de la phase 1, soit +74% par rapport à la proposition du 5 juin ; la proportion de capacité dédiée à la phase 1 passe donc de 18% (23/126) à 24% (40/166) ;
- de réduire de 40 GWh la capacité interruptible.

On ne peut donc que constater la distorsion entre l'attribution des capacités supplémentaires affirmées entre gazo-intensifs raccordés au réseau de transport et les autres expéditeurs. Il serait intéressant que la CRE donne des précisions quant à son appréciation de la juste proportion que représentent ces 40 GWh : sur quelles bases ont été évalués les besoins des gazo-intensifs ?

Par ailleurs, il ne semble pas équitable de garantir sur 4 ans ces 40 GWh dédiés à la phase 1 alors qu'en parallèle 100% des volumes dédiés à la phase 2 ne seraient garantis que sur 1 an pour ensuite passer à 50% en année 2 puis 25% en années 3 et 4. Il serait logique de proportionner de la même façon les capacités commercialisables en phase 1.

Outre les points déjà mentionnés lors de la consultation du 5 juin (calendrier de prise en compte des engagements de livraison physique des expéditeurs, non prise en compte des capacités déjà souscrites à long terme sur la liaison N/S, désaccord sur l'application uniforme d'un facteur de développement quels que soient les expéditeurs sans tenir compte de la réalité de leur développement), nous nous étonnons de la disparition de la limitation de la demande par expéditeur à 2.5GWh/j pour la phase 1 : ceci nous paraît extrêmement dangereux, il suffit qu'un trader souscrive 40 GWh, la règle d'application du prorata lui permettra de récupérer une proportion importante de capacité éventuellement restante après attribution aux bénéficiaires de rang 1 (gazo-intensifs). Il est donc indispensable de limiter le volume maximum de souscription au besoin du plus gros client gazo-intensif/365 jours.

Il serait d'ailleurs difficilement compréhensible et discriminant d'assortir le mécanisme d'enchères d'un plafonnement aux engagements de livraison physique alors que le plafond des demandes individuelles pour la phase d'allocation garantie serait supprimé...

Il nous semble par ailleurs indispensable d'exclure de la phase 2 – comme cela avait été le cas lors de la commercialisation du 1/04/2013 au 31/03/2014 – les expéditeurs qui auraient participé à la phase 1 (allocation garantie). Il serait particulièrement discriminatoire de proposer aux expéditeurs ayant obtenus des capacités à des conditions préférentielles lors de la phase 1 la possibilité d'arbitrer des capacités supplémentaires en leur offrant la possibilité d'acquisition supplémentaires lors de la phase 2. Or, ce point n'est nullement rappelé ni dans la dernière consultation, ni dans l'annexe du 5 juin.

Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

Il serait utile de préciser que dans l'hypothèse où les excédents de recettes seraient redistribués aux expéditeurs livrant des consommateurs dans le sud (option qui a notre préférence), seraient exclus ceux ayant bénéficié de capacités acquises à prix régulé, lors de la phase d'allocation garantie.